

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA

Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries

COMMUNICATION AND INFORMATION CELL



خلية الإعلام و الاتصال

Press review
مجلة الصحافة



Markets, agricultural economy & Agribusiness

Blé : l'Algérie parmi les 10 pays les plus exposés à la hausse des prix mondiaux



© ObservAlgerie - Blé : l'Algérie parmi les 10 pays les plus exposés à la hausse des prix mondiaux

La hausse des prix mondiaux du blé ne s'explique pas par une pénurie globale de céréales, mais par des difficultés liées au transport, au commerce et aux chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, plusieurs pays importateurs voient leur facture augmenter, dont l'Algérie, qui figure parmi les États les plus concernés. Le marché reste marqué par des tensions sur les flux d'exportation et par la hausse des coûts du transport maritime.

La production mondiale de blé reste à des niveaux élevés. Selon les prévisions de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la récolte mondiale devrait atteindre 810,7 millions de tonnes en 2026, soit le deuxième niveau le plus élevé enregistré après 2025. Le département américain de l'Agriculture (USDA) estime la production mondiale pour la campagne 2026/2027 à environ 822,4 millions de tonnes. Cet écart reflète des méthodes et des calendriers de mise à jour distincts.

Selon Al Jazeera, la hausse des prix s'explique par plusieurs facteurs. Elle résulte des tensions sur les flux commerciaux, des risques liés au transport maritime et de la concurrence entre acheteurs pour s'approvisionner auprès d'autres origines. Les ports de Russie et d'Ukraine représentent environ 30 % des exportations mondiales de blé, ce qui rend les difficultés dans cette région importantes pour le marché international.

Les prix du blé en progression depuis juillet

Les prix de certaines origines ont progressé depuis l'apparition de tensions sur les infrastructures et le transport en mer Noire. Le blé australien standard était proposé autour de 301 dollars la tonne au début du mois de septembre, en hausse de 35 dollars depuis le 6 juillet. Le blé australien premium atteignait 312 dollars la tonne. Le blé canadien riche en protéines à 13,5 % était affiché à 331,34 dollars la tonne à Vancouver.

En Ukraine, les chargements sont limités ou arrêtés dans les ports d'Odessa, Tchernomorsk et Pivdenny, et les stocks dépassent 6 millions de tonnes. En Russie, les ports de Taman et Kavkaz ont été endommagés, tandis que Novorossiisk et Tuapse ont pris plus d'importance. La capacité d'exportation russe est estimée entre 2 et 2,5 millions de tonnes par mois, contre un seuil théorique de 4 millions. Les ports de la Baltique et de l'Arctique disposent d'une capacité de 2 à 7 millions de tonnes par an, contre plus de 60 millions pour les ports du Sud.

L'Algérie parmi les grands importateurs concernés

L'Algérie figure parmi les dix pays cités comme les plus exposés aux évolutions du marché mondial du blé. Pour la campagne 2026/2027, l'USDA prévoit des importations algériennes de 8,3 millions de tonnes. Ce chiffre a été revu à la baisse par rapport à une précédente estimation de 8,5 millions de tonnes, en raison d'un niveau de stocks plus élevé.

L'analyse souligne que l'impact d'une hausse des prix dépend de plusieurs facteurs, notamment les volumes importés et les conditions d'achat. Pour l'Algérie, une augmentation hypothétique de 50 dollars par tonne représenterait environ 415 millions de dollars supplémentaires sur la facture d'importation. La capacité de financement, le système d'importation centralisé et la diversification des fournisseurs réduisent l'impact de ces tensions sur le marché algérien, selon la même source.

D'autres pays figurent également parmi les plus exposés aux variations du marché. L'Indonésie devrait importer environ 12,5 millions de tonnes de blé en 2026/2027, l'Égypte 12 millions de tonnes, le Bangladesh 7 millions de tonnes et le Nigeria 6,2 millions de tonnes. La Turquie prévoit une production de 22,5 millions de tonnes, des importations de 5 millions et des exportations de 6 millions. Le Yémen, avec 4,15 millions de tonnes importées, et le Soudan, avec 2,8 millions de tonnes, figurent parmi les situations les plus sensibles.

Des échanges mondiaux en baisse

La situation actuelle ne correspond pas à une disparition du blé disponible à l'échelle mondiale. Les difficultés concernent principalement l'acheminement des céréales, avec des contraintes sur les ports, les navires et les voies de transport alternatives.

Les échanges mondiaux de blé devraient atteindre environ 213,2 millions de tonnes en 2026/2027, contre 226,6 millions de tonnes en 2025/2026, selon les estimations de l'USDA. Cette évolution reflète les difficultés rencontrées dans le transport des volumes disponibles. Pour les pays importateurs, la facture finale dépend également du transport, de l'assurance, du financement, du stockage et de la distribution.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE, MÉCANISATION, NUMÉRISATION AGRICOLE 13 ENTREPRISES ITALIENNES ATTENDUES À ALGER

■ FOUAD IRNATENE

Treize entreprises italiennes sont attendues à Alger les 28 et 29 septembre pour des rencontres portant sur une série de thématiques importantes. Après le mégaprojet à Timimoune de 420 millions de dollars, porté par le groupe italien Bonifiche Ferraresi (BF), l'Italie dirigera un autre projet financé par l'Union européenne avec un million d'euros pour aider l'Algérie à définir les règles de l'agriculture biologique et à promouvoir ses produits agricoles de qualité. L'initiative s'étalera sur deux ans et se concentrera sur les normes, les contrôles et les certifications, ainsi que sur la préparation de cinq cahiers des charges pour cinq chaînes pilotes d'approvisionnement. Des statistiques indiquent que l'Algérie compte précisément 4.103 ha de terres agricoles certifiées bio-



giques. Une superficie qui est appelée à monter crescendo, voire doubler, à la faveur de l'intérêt actuel pour cette filière et l'apport de la coopération avec des partenaires comme l'Italie. L'objectif final est de transformer le potentiel naturel des terres algériennes, notamment dans le Sud, en un levier de crois-

sance hautement compétitif à l'international. Le premier domaine d'intervention concerne le développement du système national de l'agriculture biologique. Les experts soutiendront les autorités algériennes dans la préparation des normes et la mise en œuvre des textes, la définition des responsa-

bilités des différents organismes, et l'organisation des procédures de contrôle et de certification. Des activités de formation sont également prévues pour le personnel responsable de l'exploitation du système. Le deuxième domaine concerne le Label agricole de qualité (LAQ), qui permettra de reconnaître et promouvoir les produits agricoles de qualité.

Le travail débutera avec cinq chaînes d'approvisionnement pilotes. Ce travail repose également sur une coopération directe entre des experts des administrations publiques italiennes et françaises et leurs homologues algériens, et implique les instituts techniques, les chambres d'agriculture et les producteurs.

Le marché global de l'agriculture en Algérie a atteint 34,79 milliards de dollars en 2026 selon l'analyse de Mordor Intelligence,

tandis que l'agriculture biologique cherche à se structurer grâce à un nouveau projet de coopération avec l'Union européenne.

Les investissements dans l'irrigation de précision, les serres et les projets sahariens stimulés par l'État et des partenaires étrangers comme l'Italie. Par ailleurs, il y a lieu de souligner que treize entreprises italiennes sont attendues à Alger les 28 et 29 septembre pour des rencontres qui portent sur la mécanisation, à l'innovation et à la numérisation agricoles. Une visite qui intervient dans un timing important dans le sens où l'Algérie est en train d'asseoir une refonte de son secteur agricole, avec de nouvelles orientations visant à améliorer les rendements, rationaliser l'utilisation des terres et réduire les importations.

F. I.

FRUITS ET LÉGUMES

Hausse sensible des prix

LES PRIX des fruits et légumes ont augmenté de façon spectaculaire, poussant les consommateurs à revoir et à réduire leurs achats.

Faire le marché est devenu un casse-tête pour de nombreux ménages. On n'achète plus selon ses besoins, mais en fonction de son porte-monnaie. Quelques légumes et un seul fruit suffisent parfois à épuiser une partie importante du budget consacré à l'alimentation. L'augmentation des prix est ressentie par les consommateurs, qui peinent à joindre les deux bouts et se contentent du strict nécessaire.

Entre producteurs, grossistes et détaillants, les explications se multiplient au point de se perdre. Selon Hamimid, marchand de fruits et légumes au marché des Eucalyptus, les prix sont élevés au niveau des marchés de gros.

«Au marché de gros de Bougara, les fruits et légumes sont disponibles mais à quel prix. Les marchands hésitent à s'y rendre pour s'approvisionner, mais il faut bien remplir les étals des marchés de détail», dit-il. Selon lui, au marché de gros, la pomme de terre, aliment incontournable, s'affiche entre 65 et 80 DA/kg pour la variété moyenne, alors que la pomme de terre de saison atteint 90 à 97 DA/kg et 120



DA le kg au détail. La tomate se situe entre 90 et 120 DA/kg contre 100 DA à 140 DA le kg au niveau des marchés de proximité. La carotte se vend entre 130 et 150 DA alors qu'elle est cédée à 160 DA le kg au détail, la courgette aussi entre 120 et 150 DA voire 180 DA le kg dans les marchés communaux. Le concombre s'affiche entre 65 et 85 DA. L'aubergine de 90 à 130 DA, les poivrons verts entre 100 et 140 DA et le piment atteint 120 à 160 DA. Le navet, le poireau et certains produits vendus en boîtes présentent également des niveaux différents selon la qualité, le conditionnement et

l'arrivage. Plus spectaculaire, certains produits affichent des prix nettement supérieurs à ceux des légumes de base. Celui-ci indique que le chou est annoncé autour de 150 à 220 DA, tandis que l'ail demeure l'un des produits les plus chers, à hauteur de 550 à 800 DA/kg. Que dire alors, lorsque ces prix de gros arriveront chez le consommateur ?

LES PROFESSIONNELS RASSURENT

Des professionnels du secteur évoquent, régulièrement, le caractère saisonnier de certaines hausses. Bouchoul Bouselhame, ingénieur agronome à El Oued, rassure : «La sai-

son agricole a débuté au mois d'août dernier et pour certains produits en septembre.» «Cela signifie que la nouvelle production arrivera à partir du mois de novembre. Les prix seront plus stables, accessibles et à la portée de tous», fait-il savoir. Pour lui, «c'est une période où il faut tenir bon et tout rentrera dans l'ordre du moment qu'on annonce une récolte abondante», ajoute-t-il.

Pour Bouselhame, derrière les prix affichés sur les étals, plusieurs facteurs peuvent intervenir, à l'exemple de disponibilité des récoltes, les conditions climatiques, le coût du transport, les circuits de distribution et le décalage entre l'offre et la demande.

«On regarde les prix avant de décider de ce qu'on va préparer à manger, alors qu'il y a quelque temps, on achetait sans trop calculer, maintenant, on compare et on calcule de plus en plus», confie un père de famille confronté quotidiennement à des dépenses alimentaires excessives.

Pour un autre chef de famille, fonctionnaire, les légumes comme la pomme de terre, la tomate, l'oignon, la carotte ou encore la courgette restent des produits difficiles à supprimer du panier. «Ce sont la base pour de nombreux plats et leur consommation demeure régulière, même lorsque leurs prix grimpent», fait-il savoir. Dans ses propos transparaissent une sorte de fatalité.

■ Rym Harhoura

Algérie 360°

Wissam Publié le 26 septembre 2026 à 12:13

Viandes rouges en Algérie : les importateurs déjà mobilisés pour le Ramadan 2027



La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdelatif, a présidé jeudi, à Alger, une réunion de travail consacrée à l'approvisionnement du marché national en viandes rouges. La rencontre a réuni plusieurs importateurs actifs dans cette filière afin d'examiner les conditions nécessaires pour garantir une disponibilité régulière de cette denrée alimentaire.

Organisée au Palais des expositions, la réunion avait notamment pour objectif d'identifier les moyens permettant d'accompagner les opérateurs de la filière et de renforcer leur préparation face aux besoins du marché national.

Au cours de cette rencontre, la ministre a écouté les différentes préoccupations exprimées par les importateurs de viandes rouges. Les opérateurs ont également présenté leurs propositions concernant le fonctionnement de leur activité et les conditions nécessaires pour contribuer à la régularité de l'approvisionnement.

Les discussions ont porté plus largement sur les différents enjeux liés au ravitaillement du marché national. Les participants ont notamment examiné les mesures susceptibles de garantir la disponibilité de la viande rouge et d'assurer une continuité de l'approvisionnement.

Cette réunion s'inscrit ainsi dans le suivi de la situation de la filière et dans les démarches visant à renforcer la coordination entre les pouvoirs publics et les opérateurs concernés. L'objectif affiché reste d'assurer un approvisionnement régulier du marché en cette denrée considérée comme essentielle.

La rencontre a également permis d'aborder les difficultés et les besoins exprimés par les professionnels de l'importation. Les échanges doivent permettre de mieux identifier les mesures d'accompagnement nécessaires pour permettre aux opérateurs de contribuer à la couverture des besoins du marché national.

Le Ramadan 2027 déjà au centre des préparatifs

Au-delà de la situation actuelle du marché, les discussions ont également porté sur une échéance encore éloignée : le mois de Ramadan 2027.

Les autorités ont choisi d'aborder dès maintenant la préparation de cette période afin de permettre à la filière des viandes rouges d'anticiper les besoins du marché. Cette préparation précoce vise à renforcer la capacité des opérateurs à répondre à la demande et à maintenir un approvisionnement régulier durant le mois de Ramadan.

La réunion a donc permis d'élargir les discussions aux différentes questions liées à la préparation de la filière pour cette prochaine période. L'enjeu consiste notamment à assurer la disponibilité de la viande rouge et à éviter les perturbations dans l'approvisionnement du marché national. Cette anticipation intervient dans un contexte où le mois de Ramadan constitue une période particulière pour le marché des produits alimentaires, avec une évolution des habitudes de consommation et des besoins des ménages. La préparation en amont doit ainsi permettre aux différents acteurs concernés de mieux organiser leur intervention.

Plusieurs représentants des secteurs ministériels et des organismes concernés ont participé à la réunion. Le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) était également présent, aux côtés de cadres du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

La rencontre a ainsi réuni les représentants de l'administration, des organismes concernés et les professionnels de l'importation autour d'un même dossier : renforcer la préparation de la filière et garantir un approvisionnement régulier du marché national en viandes rouges.

Avec l'ouverture des préparatifs du Ramadan 2027, les discussions engagées avec les importateurs doivent permettre d'anticiper les besoins de cette période et de renforcer la coordination entre les différents intervenants de la filière.

Viandes rouges Comment réduire les prix ?

Le marché des viandes rouges demeure relativement stable, avec toutefois des niveaux de prix toujours élevés pour la production locale.

M. Aziza

Selon Brahim Amrani, vice-président de la Fédération nationale des éleveurs de la filière des viandes rouges, une éventuelle baisse des prix dans les prochains mois, notamment à l'approche du Ramadhan, dépendra essentiellement du niveau de production et des mesures prises par les pouvoirs publics.

S'agissant de l'évolution des prix, Brahim Amrani a indiqué, dans une déclaration au « Quotidien d'Oran », ne pas exclure une baisse à l'approche du mois de Ramadhan, tout en restant prudent. « Tout dépend de la production et de l'intervention de l'État », a-t-il souligné.

Le vice-président de la Fédération nationale des éleveurs a également rappelé l'impact positif des décisions prises par le président de la République avant le précédent Aïd El-Adha, notamment concernant l'importation de moutons vivants. Selon lui, cette mesure a contribué à exercer une pression à la baisse sur les prix des moutons produits localement. Il estime toutefois que la solution durable réside dans le développement de la production nationale afin de réduire la dépendance aux importations et de mieux répondre à la demande.

Les aliments pour bétail demeurent une préoccupation persistante, selon M. Amrani. Au-delà des prix, les éleveurs restent confrontés à une autre difficulté majeure, la disponibilité des aliments pour bétail. Une problématique qui continue, selon Brahim Amrani, à peser sur l'activité et les capacités de production.

La situation est relativement favorable durant la période estivale grâce à la disponibilité des pâturages. Mais elle risque de se compliquer à partir de septembre et octobre, avec la di-

minution des ressources disponibles et l'augmentation des besoins en alimentation animale, explique notre interlocuteur. Le responsable appelle ainsi à la tenue de rencontres avec les représentants des éleveurs afin d'identifier des solutions concertées et durables, susceptibles de soutenir la production locale et de préserver les capacités du cheptel national.

Il tire également la sonnette d'alarme sur la diminution de la taille des troupeaux. « Aujourd'hui, il est rare de voir des troupeaux dépasser les 57 têtes », a-t-il constaté, citant notamment ses observations dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. Cette situation traduit, selon lui, les difficultés croissantes rencontrées par les éleveurs pour assurer l'alimentation et la prise en charge de leurs troupeaux.

Pour rappel, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a réuni jeudi dernier plusieurs importateurs de viandes rouges afin d'examiner les conditions d'approvisionnement du marché national. Présidée par la ministre Amel Abdelatif, cette réunion a notamment porté sur les préoccupations des opérateurs et sur les moyens de garantir une disponibilité régulière de la viande rouge. Les échanges ont également commencé à intégrer la préparation du marché pour le Ramadhan 2027, avec l'objectif d'anticiper les besoins et de renforcer la coordination entre les pouvoirs publics et les différents intervenants de la filière.

Cette démarche intervient alors que l'équilibre du marché reste étroitement lié à la capacité de la production nationale à répondre à la demande, mais également aux interventions destinées à assurer la disponibilité du produit et à réguler les prix.

Regional news

Le pari agricole du désert à Tazrouk

À TAZROUK, dans la wilaya de Tamanrasset, l'agriculture gagne du terrain malgré les contraintes du climat saharien. La commune mise notamment sur l'arboriculture et attire de plus en plus de jeunes investisseurs, tandis que les cultures maraîchères et l'élevage continuent de soutenir l'activité locale. Sur 620 hectares de superficie agricole, environ 300 hectares sont actuellement exploitables. Faute de précipitations suffisantes, l'agriculture repose principalement sur les eaux souterraines. Les arbres fruitiers, notamment la vigne, l'abricotier, le pêcher et le raisin, ont généré 6 235 quintaux durant la campagne 2025-2026. La production a également atteint 1 000 quintaux de légumes, 7 720 quintaux de fourrages et 280 quintaux de céréales. Tazrouk compte près de 496 agriculteurs et un cheptel important, avec plus de 9 900 ovins, 11 200 caprins et 3 100 camélidés. L'extension du raccordement électrique, l'énergie solaire, le forage de puits et l'irrigation moderne accompagnent cette dynamique, malgré la sécheresse et la baisse des nappes.

Un million de têtes ovines vaccinées contre la variole à El Bayadh

Plus d'un million de têtes ovines ont été vaccinées contre la variole ovine au cours de la campagne de vaccination qui a pris fin, récemment, dans la wilaya d'El Bayadh, a indiqué hier la direction des services agricoles (DSA). L'inspection vétérinaire de la wilaya a indiqué à l'APS que tous les moyens matériels et humains nécessaires ont été mobilisés afin d'assurer le succès de cette opération préventive gratuite. La campagne s'est déroulée sur une période de trois mois (15 mai au 15 août), dans l'ensemble des communes de la wilaya, indique-t-on. Plus de 60 vétérinaires privés mandatés ont contribué au succès de cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'Etat visant à préserver la santé et la sécurité des cheptels contre les différentes maladies et épidémies. Plus d'un million de doses de vaccin contre cette pathologie affectant les ovins ont également été mises à disposition. Dans le même contexte, l'Inspection vétérinaire de la wilaya, ainsi que les vétérinaires mobilisés veillent, au cours des différentes campagnes de vaccination, à fournir aux éleveurs et aux propriétaires de cheptel des conseils et des orientations concernant les moyens de prévention contre les différentes maladies et épidémies susceptibles d'affecter cet important cheptel, afin de le protéger contre ces maladies et épidémies.

BENI MAOUCHE

La 20^e Fête de la figue célèbre le fruit emblématique de Bejaïa

La 20^e édition de la Fête de la figue de Béni Maouche a été officiellement lancée, jeudi passé, au CFPA Chahid-Baziz-El-Hafid de Béni Maouche. Un anniversaire symbolique pour cette manifestation devenue, au fil des ans, le rendez-vous incontournable de la figue en Algérie et l'une des fêtes agricoles les plus populaires de la wilaya de Bejaïa. Organisée par l'Association des agriculteurs de la figue de la wilaya de Bejaïa, avec le soutien des autorités locales, cette édition 2026 qui s'étalera sur trois jours a rassemblé pas moins de 276 exposants et agriculteurs, venus des quatre coins de la wilaya : de Béni Maouche bien sûr, mais aussi de Seddouk, Boudjellil, Feraoun, Tifra et bien d'autres communes réputées pour leurs figueraias. Dès les premières heures, la foule a afflué pour découvrir les stands richement garnis : figues fraîches noires et blanches, figues sèches, confitures, huile de figue de Barbarie, pâtisseries traditionnelles à base de figue et autres produits du terroir. Une vitrine exceptionnelle pour valoriser une filière qui fait la fierté de la région et qui constitue une source de revenus vitale pour



des centaines de familles. Cette 20^e édition a une saveur particulière. Elle est placée sous le signe de la reconnaissance et de la fidélité. Les organisateurs ont tenu à la dédier à la mémoire de Mohamed Sahki, figure emblématique de la figue de Béni Maouche, qui a consacré plus de vingt ans

de sa vie à la promotion de ce fruit et à l'organisation de cette fête. Un hommage appuyé lui a été rendu lors de la cérémonie d'ouverture, en présence de sa famille, de ses compagnons agriculteurs et des autorités locales, saluant son engagement sans faille pour faire rayonner la figue de Béni

Maouche bien au-delà des frontières de la wilaya. Plus qu'une simple foire agricole, la Fête de la figue est un véritable moment de partage, de transmission du savoir-faire ancestral et de célébration de l'identité d'une région. Durant trois jours, des conférences techniques sur la taille, l'irrigation et la commercialisation, des concours du meilleur producteur et des animations folkloriques rythmeront l'événement.

Un rendez-vous qui confirme que la figue de Béni Maouche, labellisée et de plus en plus recherchée, reste la reine des produits du terroir de Bejaïa.

Lors de cette manifestation dédiée à la figue, les agriculteurs n'ont pas manqué de solliciter l'aide des autorités concernées pour la dotation de moyens agricoles appropriés, notamment des tracteurs à chenilles pour une meilleure culture sur des terrains accidentés dans leurs régions. Il convient de signaler que les prix de la figue sèche cette année varient entre 2400 et 3000 Da le kg en fonction de la variété proposée à la vente.

A. Kersani



Forestry and rural development

SIKIDA

Indemnisation des sinistrés des incendies

En application des directives des hautes autorités du pays, la wilaya de Skikda a donné le coup d'envoi d'une vaste opération de compensation au profit des agriculteurs touchés par les récents feux de forêt. En effet, la wilaya de Skikda a entamé une grande opération d'indemnisation en nature ciblant les agriculteurs et éleveurs victimes des feux de forêt qui ont ravagé plusieurs localités de la région. Une démarche globale qui intervient juste après la finalisation des procès-verbaux de recensement dressés par la commission de wilaya. Cette phase se distingue par la distribution de cheptel, comprenant notamment des bovins ainsi que de la volaille, sous ses deux filières (chair et pondeuse) afin de reconstituer la richesse animale détruite par les flammes.

Le déploiement touche déjà plusieurs communes durement éprouvées, à l'instar d'Aïn Kechera, Azzaba, Oum Toub, Es-Sebt, Beni Oulbane ou encore Djendel Saadi Mohamed. L'intervention publique ne se limite pas à la seule sphère agricole. Les familles touchées



bénéficient ainsi d'équipements électroménagers, de literie et de divers matériels de première nécessité destinés à réhabiliter leur cadre de vie dans des conditions dignes.

Supervisant le bon déroulement de cette initiative, le wali de Skikda a insisté sur l'impératif d'imprimer une cadence soutenue à la distribution, tout en exigeant un contrôle sanitaire strict sur la santé du cheptel distribué avant sa remise finale aux éleveurs.

■ Ben Abderrahmene

AVANCÉE DES SABLES À TIMIMOUN

Mobilisation des services forestiers

Les services des forêts de la wilaya de Timimoun déploient d'intenses efforts afin de freiner le phénomène de désertification et d'ensablement au niveau des périmètres agricoles, des ksour et des groupements résidentiels, a annoncé, hier, la conservation des forêts de la wilaya. Ces actions englobent notamment la fixation mécanique des sables au moyen de palissades en palmes pour freiner l'avancée des dunes, localement connues sous la désignation «d'Afrag» ou «Essed», permettant de piéger et bloquer la progression dunaire, mais aussi la plantation d'arbres xérophytes constituant des barrières naturelles pour empêcher le déplacement des sables vers les zones agricoles et urbaines, a indiqué à l'APS Abdelhafid Zenagui, conservateur des forêts de la wilaya. Ainsi, des opérations de clayonnage et de fixation mécanique des sables par le quadrillage en palmes sèches ont été inscrites et réalisées, d'année en année, dans les communes de Talmine, Tinerkouk, Ksar Kaddour, Ouled Aïssa et Cherouine. De même, des ceintures vertes comme barrières végétales ont été réalisées au ksar Belghazi dans la commune de Deldoul, en plus de l'introduction d'essences fruitières résis-

tantes au stress hydrique et à l'ensablement, réparties sur une superficie de 100 hectares à travers 10 communes, au profit de plus de 700 agriculteurs. Une barrière végétale protectrice autour de la zone humide de l'oasis d'Ouled Saïd a, en outre, été réalisée comme expérience pilote usant de la technique de fixation des sables, dans le cadre d'une campagne de volontariat, en coordination avec l'Institut national de recherche forestière (station d'Adrar). Une commission locale, constituée de divers partenaires et de représentants des secteurs de l'hydraulique, des travaux publics, de l'environnement et de l'agriculture, a, par ailleurs, été créée avec pour mission de coordonner et suivre les différents programmes et projets de lutte contre la désertification. En parallèle des interventions sur le terrain, les services forestiers s'investissent pleinement dans la sensibilisation et la vulgarisation ainsi que l'implication de la société civile, soulignant la gravité du phénomène et la nécessité de maintenir les campagnes de boisement afin de protéger les systèmes écologiques, sécuriser les communautés locales et préserver l'infrastructure et l'économie.

Nabil H.

Fisheries and Aquaculture

MOSTAGANEM. AQUACULTURE

Ensemencement de plus de 400.000 alevins de daurade royale

Plus de 400.000 alevins de daurade royale ont étéensemencés dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, jeudi, la direction de la Pêche et de l'aquaculture. Selon la même source, l'opération a été réalisée au niveau de deux cages flottantes appartenant à une entreprise privée spécialisée dans l'aquaculture, situées dans la zone d'activités aquacoles de Stidia, sur le littoral Est de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des programmes de développement et de promotion de l'aquaculture aux niveaux local et national. Cette opération, qui a permis l'ensemencement de plus de 400.000 alevins de daurade royale, porte à dix le

nombre de cages flottantesensemencées dans cette zone, depuis le début de l'année, qui sont désormais effectivement entrées en phase de production, a précise la même source. En juillet dernier, deux cages flottantes avaient étéensemencées avec plus de 540.000 alevins de la même espèce de poissons.

Il s'agissait de la troisième opération du genre menée durant cette année, après deux opérations similaires réalisées en février et en mai, qui avaient permis l'ensemencement de six cages flottantes avec plus de 1,5 million d'alevins de daurade royale. Parallèlement, trois nouvelles cages flottantes ont été mises en exploitation, cette semaine, au niveau de la même zone

maritime. Elles devront êtreensemencées, dans les prochains jours, et entrer en service au profit d'une entreprise privée spécialisée dans l'aquaculture, dont le nombre de cages atteint désormais neuf. Dans le cadre de l'amélioration des conditions d'exercice de cette activité sur le site, les travaux d'aménagement de la zone d'activités terrestres et son raccordement aux différents réseaux essentiels se poursuivent actuellement.

L'objectif est de rendre cette zone apte à accueillir de nouveaux investisseurs dans le domaine de l'élevage de poissons en cages flottantes et de la conchyliculture selon la technique des filets, ainsi que dans les activités connexes au secteur, a-t-on indiqué.

Irrigation and water security

HYDRAULIQUE

Comment réutiliser les eaux usées

LE PAYS dispose de 237 stations d'épuration des eaux usées, alors que 76 nouvelles installations sont en cours de réalisation.

■ KRIMO AMARNI

La situation des stations d'épuration, leur niveau d'exploitation et leur rendement, les quantités d'eaux traitées et récupérées, ainsi que les projets en cours de réalisation et les nouveaux programmes, ont été examinés, au regard des insuffisances constatées et des mesures prises pour y remédier. C'est là l'essentiel d'une réunion de travail, mardi, au ministère de l'Hydraulique, présidée par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, lors de laquelle a été développée l'étude des moyens d'augmenter le taux de récupération et de réutilisation des eaux usées, qui permettrait, ainsi, d'accompagner les besoins de développement des différents secteurs, notamment le secteur agricole. Celui-ci dispose, actuellement, de 237 stations d'épuration en exploitation à travers les différentes régions du pays, tandis qu'un programme en cours prévoit la réalisation de 76 nouvelles installations. Cela permettra de porter la capacité globale de traitement à 1,514 milliards/m3/an, soit une augmentation d'environ 35 % par rapport aux capacités actuelles, a-t-on souligné.

Dans cette optique, le ministre a insisté sur la nécessité de mettre en oeuvre les instructions du président de la République visant à atteindre un taux de récupération de 60 % des eaux usées, ce qui permettra de mobiliser une ressource hydrique supplémentaire pour accompagner les besoins de développement et répondre, notamment, aux besoins croissants du secteur agricole.

Bouzegza a également souligné l'importance d'un suivi précis et continu de la situation des stations d'épuration et de garantir leur exploitation, conformément aux normes requises, ainsi que la nécessité d'améliorer le

rendement des systèmes d'épuration existants, d'achever les projets en cours de réalisation et d'accélérer le lancement des nouveaux projets, et ce afin d'augmenter les capacités de traitement et de récupération des eaux usées et d'élargir les domaines de leur réutilisation.

Le ministre a également donné des instructions pour poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux traitées et relever les niveaux de traitement, spécialement à travers la généralisation du système de traitement tertiaire, afin d'élargir leurs domaines d'utilisation, en particulier pour l'irrigation agricole,



Un trésor caché nommé eaux usées...

selon les conditions et les normes en vigueur. Le commis de l'État a également insisté sur la nécessité d'élargir la concertation et la coordination via l'organisation de rencontres avec les différents acteurs économiques et intervenants, afin d'examiner les moyens de développer l'utilisation des eaux traitées et de déterminer les besoins, garantissant, ainsi, la valorisation de cette ressource et son exploitation de manière optimale. Ces mesures, a indiqué le ministre, reflètent les efforts des pou-

voirs publics oeuvrant à valoriser les eaux usées traitées en tant que ressource hydrique d'appoint, diversifier les ressources en eau, soutenir le développement durable et renforcer la sécurité hydrique. Cette réunion, à laquelle ont assisté les directeurs centraux du secteur, intervient en concrétisation des conclusions de la réunion du Conseil des ministres relatives à la valorisation des eaux usées traitées et à l'élargissement de leur réutilisation, en toute sécurité.

K.A.